

**ANNEE 2015**

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**XII<sup>e</sup> LEGISLATURE**

**JOURNAL DES DEBATS**

**SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2014-2015**

**COMPTE RENDU IN-EXTENSO**

**SEANCE DU VENDREDI 30 JANVIER 2015**

**DISCOURS DE MADAME CHRISTINE LAGARDE, DIRECTRICE  
GENERALE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)**

**Sommaire**

	<b><u>Pages</u></b>
1 - Membres du Gouvernement présents.....	02
2- Ouverture de la séance.....	02
3 - Fin de la séance.....	21

**Secrétaires élus**

- Monsieur Mbaye NIANG
- Monsieur Papa Diallo dit Zator MBAYE

**Présidence de**

Monsieur Moustapha NIASSE,  
Président

## **Séance plénière du vendredi 30 janvier 2015**

*(La séance est ouverte à 17h00)*

- 1 -

### **MEMBRES DU GOUVERNEMENT PRESENTS**

- Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;
- Monsieur Mansour Elimane KANE, Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement ;
- Monsieur Mansour SY, Ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions ;
- Monsieur Birima MANGARA, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget.

- 2 -

### **OUVERTURE DE LA SEANCE**

#### **MONSIEUR LE PRESIDENT**

Honorables Collègues,

Mesdames, Messieurs les Députés,

La séance est ouverte.

Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International,

Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan,

Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Institutions,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Messieurs les Représentants des Organisations internationales,

Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mes chers Collègues, Honorables Députés,

Chers Invités,

Mesdames, Messieurs,

Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International, l'Assemblée nationale de la République du Sénégal est heureuse de vous accueillir ce jour, 30 janvier 2015 à Dakar, dans cette enceinte.

Cet Hémicycle a accueilli parmi d'illustres hôtes, le 9 décembre 1959, le Général Charles de Gaulle. C'est dire que le cadre et l'événement, qui nous réunissent ici et maintenant par delà la solennité qui les caractérise, sont un moment fort pour la Représentation nationale, pour vous dire bienvenue, Madame, la Directrice Générale.

L'Institution que vous dirigez, le Fonds Monétaire International, a une dimension universelle, cela est connu et reconnu. C'est l'une des institutions de Bretton Woods, qui, au fil du temps et au milieu de l'économie du monde, depuis des décennies, se situe au carrefour des préoccupations, des inventions, des idées liées à l'évolution des programmes et au système de développement de la planète, c'est-à-dire, en définitive, à l'état du monde tel qu'il est, et tel que nous voulons le changer dans ses exigences variées et multiples, dans ses réalités et dans nos rêves.

Les éminentes fonctions que vous avez occupées au service de la France, votre pays, à des postes élevés dans le Gouvernement tout comme dans le secteur privé, il faut le dire et le rappeler, vous prédisposaient bien à diriger le Fonds Monétaire International un jour.

C'est en célébrant votre présence parmi nous et en vous saluant avec considération et déférence que je vous donne la parole au nom de l'Assemblée nationale de la République du Sénégal.

**[Applaudissements.]**

## MADAME LA DIRECTRICE GENERALE DU FMI

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les membres du Parlement,

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique, et  
représentants d'autres Organisations internationales,

Mesdames et Messieurs en vos rangs et qualités,

Bonjour !

*Asalamu Alekum!*

Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de votre aimable mot d'introduction, ainsi que les membres de l'Assemblée nationale et de toute l'équipe économique pour la chaleur de votre accueil depuis mon arrivée hier à Dakar, ainsi que votre hospitalité à l'égard de tous les membres de ma délégation.

C'est un véritable plaisir pour moi d'être ici au Sénégal, pays de la *Teranga*, pays d'ouverture, où les frontières entre cultures et continents se rejoignent comme le *Sine* et la *Seine* le font si souvent dans la poésie de SENGHOR.

Le Sénégal peut s'enorgueillir de grands succès. Votre démocratie est un modèle pour de nombreux pays, comme en témoigne d'ailleurs la diversité de ce Parlement.

Mesdames, je suis heureuse et fière de me trouver en présence d'une Assemblée où vous êtes aussi bien représentées dans des proportions aussi légitimes.

**[Applaudissements.]**

Votre pays est reconnu pour la qualité de son système éducatif, la qualité de son administration publique, le dynamisme de sa société civile et l'indépendance de sa presse. Pour autant, le Sénégal ne peut pas se reposer sur ses lauriers.

Il se trouve à un tournant décisif sur le plan économique, sur le plan sociétal. Les fondations de la croissance ont certes été posées, mais cette croissance n'est ni vigoureuse, ni suffisamment bien partagée pour libérer le potentiel du pays, réduire sensiblement la pauvreté et assurer un avenir meilleur aux jeunes Sénégalais. Heureusement, vous disposez d'une feuille de route.

La nouvelle stratégie de développement du Gouvernement, le Plan Sénégal Emergent (PSE), propose une trajectoire que nous jugeons ambitieuse, mais réaliste, au terme de laquelle le Sénégal deviendrait un pays émergent à échéance raisonnable de vingt (20) ans. Cette trajectoire repose sur la nécessité d'accélérer et d'approfondir les réformes requises par ce Plan. Cette ambition, le Sénégal la partage avec bon nombre d'autres pays africains. Je peux vous dire que ces derniers temps, l'Afrique se trouvait au cœur des préoccupations et de l'agenda du fonds monétaire international.

L'année dernière, j'ai participé à la conférence que nous avons appelée « Rising Africa » (« L'essor de l'Afrique ») à Maputo, au Mozambique, où étaient présents des délégués, des représentants au plus haut niveau de plus de 42 pays. Il y avait également des représentants d'autres pays que des pays d'Afrique. De multiples participants ont rassemblé ainsi leur compétence pour souligner un certain nombre d'impératifs. Mais, en termes de méthode, je peux vous dire qu'ils ont souligné un point principal que nous avons retenu, et dont je vais vous dire quelques mots, qui est ce qu'ils ont appelé « l'apprentissage entre pairs ». Il s'agit, en réalité, pour donner corps à cet essor de l'Afrique, de passer de la prescription « Que faire ? » à la prescription « Comment faire ? ».

Avec ces 188 pays membres, le Fonds Monétaire International dispose d'une source incomparable d'expériences internationales et offre une plateforme unique de connaissances, qui en permet l'appréhension et l'échange. Vous allez me pardonner ma prononciation épouvantable d'un proverbe Ouolof dont la traduction en français est simple. Mais, je vais essayer quand même : « Ku la jëkk ci néeg bi moo lay wax ni ngay toogé ».

**[Applaudissements.]**

Alors en français : « C'est à celui qui te précède dans la chambre de te dire comment t'y asseoir. » C'est ça ? Merci de votre indulgence !

En fait aujourd'hui, je voudrais, sous l'angle de ce dicton Ouolof plein de sagesse et en m'appuyant sur le « trésor » de connaissances du FMI, vous engagez dans une réflexion sur d'abord la voie à suivre pour cet « essor africain » : qu'est-ce que ça implique pour le Sénégal, dans le monde économique tel qu'il est avec ses difficultés ; ensuite, évoquer comment le Sénégal peut appliquer cette méthode, c'est-à-dire s'appuyer sur ses pairs, examiner ce qu'ont fait les autres en cherchant les obstacles à éviter, les points positifs à exploiter et puis déterminer les mesures clés qui, du point de vue du FMI, permettront de dynamiser l'économie sénégalaise et d'en faire une économie émergente.

Permettez-moi de revenir un instant à Maputo, au Mozambique. Tous les participants y ont constaté qu'une nouvelle ère s'ouvrait pour l'Afrique. De nombreux pays vont de l'avant, connaissent une bonne croissance, et ce maintenant, avec une expansion continue, depuis une bonne dizaine d'années. Ils prennent graduellement toute la place qui leur revient dans l'économie mondiale. Cette conférence, elle a aussi saisi les enjeux actuels en Afrique subsaharienne et nous y avons tous convenu qu'il importe d'accélérer la transformation structurelle, de mettre en place les infrastructures qui font cruellement défaut et de mieux partager les bienfaits de la croissance. Ces priorités, elles me paraissent tout à fait adaptées à la réalité économique du Sénégal.

Votre pays a accompli des progrès considérables sur le plan de ce que nous appelons la stabilité macro-économique. La stabilité macro-économique, c'est la certitude que les grands équilibres sont respectés, que le pays ne s'endette pas excessivement, qu'il dépense ce qu'il peut dépenser sans creuser un déficit budgétaire, et ce dans le respect d'une politique monétaire qui maintient la stabilité de la monnaie. Est-ce que tout ça est parfait ? Non ! Les retards observés dans la mise en œuvre des réformes, depuis bien longtemps, ont abouti en fait à une croissance moyenne de 3 à 4 % par an, un taux inférieur à celui nécessaire pour encourager le secteur privé, créer des emplois et garantir la prospérité des générations futures. Et, en disant ça, je pense évidemment au 45% de la population sénégalaise qui, aujourd'hui, a moins de 14 ans et qui

attend de vous, qui attend de nous que nous répondions à leurs aspirations.

Alors pour devenir un pays à revenu intermédiaire puis émergent comme il y aspire, le Sénégal devra s'employer à dynamiser son économie, à offrir plus d'opportunités aux Petites et Moyennes Entreprises et à attirer l'investissement, y compris l'investissement étranger, objectif que vous avez déjà dû entendre à de multiples reprises, mais qu'il convient d'examiner dans un contexte économique mondial qui est difficile. Il est difficile parce qu'il est incertain.

Nos dernières prévisions d'activité économique mondiale, nous les avons révisées légèrement à la baisse, ce n'est pas dire qu'il n'y a pas de croissance, il y a de la croissance : 2014 a vu une croissance de 3,3% de l'économie mondiale, nous prévoyons une croissance de 3,5% pour l'année 2015 et de 3,7% pour l'année 2016. Et ce, malgré la baisse des prix du pétrole alors que l'effet net de la baisse des prix du pétrole et des produits pétroliers produit un effet positif sur l'économie mondiale. Il a permis notamment le raffermissement de l'économie américaine, de l'économie britannique.

Pour autant, la croissance n'a pas été aussi forte que nous l'espérions et elle a même légèrement ralenti par rapport à nos prévisions d'il y a environ 6 mois. Ce ralentissement nous l'observons à peu près partout dans les économies avancées, mais également dans les économies des pays émergents, la Chine en tête avec toujours une croissance de l'ordre de 7%, mais légèrement plus faible que ce que nous avons espéré. Ce ralentissement de la croissance touchera évidemment le continent africain et des pays comme le Sénégal.

En outre, malgré ce vent favorable que constitue l'effet positif de la baisse des produits pétroliers, l'économie mondiale est confrontée à des vents défavorables, des vents contraires. J'en mentionnerais quatre (4) : d'abord des politiques que l'on appelle des politiques monétaires asynchrones, par là je veux dire une politique monétaire de retour vers la politique traditionnelle, ce sera celle de la FED aux Etats Unis alors que, en même temps, la Banque Centrale Européenne, la Banque du Japon ont des politiques non conventionnelles qui vont en sens contraire de celle de la FED. Même si ce processus est bien géré, bien communiqué comme il l'est actuellement, il pourrait néanmoins entraîner des effets

négatifs sur les pays émergents et sur la stabilité à l'échelle mondiale. C'est particulièrement vrai pour ces deux pays qui, évidemment, se sont endettés en devises étrangères puisqu'on peut entraîner un certain nombre de mouvement en matière de change. Les pays africains qui, récemment, ont emprunté sur les marchés internationaux pourraient notamment être touchés.

Deuxième risque, celui de la baisse persistante des prix du pétrole. Alors, on dirait : « Mais, c'est positif ou c'est négatif ? » C'est positif de manière globale et c'est évidemment marginalement positif pour un certain nombre de pays importateurs de pétrole. On paie moins cher, même si le dollar, en s'appréciant, a effacé un peu une partie de ce cas. Mais, pour les pays exportateurs de pétrole - il y en a un certain nombre sur le continent - pour eux, ce serait évidemment un scénario négatif. Il faut en tirer profit et penser, pour les pays importateurs, à tirer parti de la situation où les prix du pétrole ont baissé, pour réduire la subvention à la consommation de produits pétroliers qui évidemment est un poids important sur les finances publiques. Je sais que le Sénégal s'est déjà engagé dans cette voie et, elle est de notre point de vue favorable.

Troisième vent contraire, ce sont les tensions géopolitiques que l'on observe dans le monde entier, dans certains lieux, qu'il s'agisse de l'Ukraine, du Moyen-Orient ou même de certaines parties d'Afrique, je pense au Nigéria et au Mali notamment, qui sont victimes actuellement. Ces événements géopolitiques accentuent les vents contraires que je viens d'évoquer.

Alors, ces perspectives, évidemment, elles vont avoir un impact sur l'Afrique. Parce que l'Afrique est de plus en plus intégrée dans une économie mondiale. Donc, nous avons légèrement révisé en baisse nos prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne à cause du recul du prix des produits pétroliers qui affecte un certain nombre de pays et de la baisse du prix d'un certain nombre de matières premières.

Pourtant, les perspectives pour le continent s'avèrent, restent prometteuses avec un taux de croissance proche de 5%, ce qui place l'Afrique en deuxième position derrière les pays d'Asie émergents et en développement.

Dans ce contexte-là, le Sénégal peut redynamiser son économie et contribuer à placer la région sur la voie d'une croissance solidaire qui permette une meilleure réduction de la pauvreté.

Que faire ? Mais il faut mettre fin aux résultats moyens, un peu décevants de l'économie sénégalaise au cours des trente (30) dernières années. Parce que quand vous regardez la moyenne de la croissance économique, elle tourne autour de trois et demi pour cent (3,5%) depuis environ trente (30) ans et elle peut mieux faire. D'ailleurs, le Plan Sénégal Emergent (PSE) est fondé sur une prévision de croissance de l'ordre de 7 à 8%, ce qui veut dire un doublement de la croissance observée en moyenne au cours de trente (30) dernières années.

En un mot, le moment est venu pour le « Lion rouge » de rugir.

Alors, comment accélérer la croissance ? Ça m'amène à mon deuxième point. Et, c'est ce dont je veux parler tout à l'heure.

Quels enseignements peut-on tirer des expériences positives d'un certain nombre d'autres pays qui ont réussi à pérenniser leur décollage économique ? Parce que ce n'est pas une fantaisie. Cela a été réalisé par d'autres.

Globalement, l'expérience internationale nous offre deux conclusions principales :

- la première : l'ambition de devenir un pays émergent dans un délai de vingt (20) ans est réalisable. Les réformes nécessaires sont difficiles, mais elles sont possibles. Et c'est ce que nous avons observé avec un certain nombre d'autres pays.
- Deuxième conclusion : tous les pays ne réussissent pas toutes leurs réformes systématiquement. Et, chaque pays sera un cas particulier. Donc, apprendre des autres, oui ! Adaptez aux particularités, à la culture, à l'histoire profonde d'un pays, oui aussi !

Le Sénégal a défini la voie à suivre. Le programme de développement annoncé par le Gouvernement inclut bien, de notre point de vue, les éléments majeurs qui ont permis aux autres pays de réussir.

Les obstacles existent. Et le Sénégal a, dans le passé, trébuché parfois sur ses obstacles. Le Ministre BA l'a bien résumé lors de la réunion du Groupe Consultatif pour le Sénégal qui s'est tenue l'an dernier. Il a dit, je le cite : « des plans stratégiques, nous en avons eu par le passé, mais nous avons souvent péché pour la mise en œuvre ».

Alors, quels enseignements peut-on tirer de l'expérience de ces autres pays qui ont réussi cette croissance durable significativement supérieure à ce qu'elle était par le passé ?

Premièrement : mettre l'accent sur une gestion budgétaire prudente et sur la stabilité macro-économique. Les pays qui ont réussi ont enregistré une progression de 5% au moins de leur croissance par habitant. C'est tout à fait compatible avec les 7%, 8% de croissance globale ; dans la mesure où la démographie de votre pays est positive, un taux de croissance de 5%, ça a été réalisé ailleurs. Je pense ici à des pays comme l'Inde, la Guyane, le Sri Lanka, mais aussi à des lions africains comme Maurice, l'Ouganda et la République du Cap-Vert.

Qu'ont-ils fait ? Eh bien, ces pays ont amélioré la qualité de leurs dépenses publiques, en particulier la gestion de l'investissement public. Cela leur a permis, convainquant ainsi le monde, de débloquer l'investissement du secteur privé, y compris l'investissement étranger.

Si ces composantes ne sont pas en place, c'est-à-dire une bonne gestion de la dépense publique, notamment en matière d'infrastructures, alors on constate une augmentation des dépenses, y compris de l'apport des bailleurs de fonds entraînant non pas une amélioration de la compétitivité du pays, mais tout simplement une augmentation de la dette sans pour autant améliorer les résultats économiques. Donc, le choix de la dépense publique, la sélection de la dépense est déterminante.

Deuxième enseignement : accroître les exportations en s'ouvrant à l'investissement direct étranger. Pendant les épisodes de croissance de l'ensemble des pays que j'ai mentionnés, la plupart d'entre eux ont accru leurs exportations de manière spectaculaire. Et cette expansion des exportations était soutenue par une augmentation significative des investissements directs étrangers, entre 1 et 4% du produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire de la taille de l'économie, et a fait l'objet

d'investissements étrangers. Autre mesure qui a permis d'accélérer les exportations des mesures destinées à féliciter l'activité des Petites et Moyennes entreprises qui sont en général des vecteurs d'exportations.

Troisième enseignement : renforcer les institutions et développer le capital humain parce que le taux de croissance ambitieux en soi, ce n'est pas suffisant, il faut aussi conduire à une augmentation du bien-être de la population et de toute la population. Il ressort de l'expérience internationale que lorsque cette dimension importante est négligée, les résultats peuvent être catastrophiques. L'absence de perspectives d'emploi et d'investissements limités dans le capital humain peut entraîner des déséquilibres croissants des revenus entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les moins jeunes. Et en fin de compte, ils peuvent entraîner des tensions sociales, compromettre les réformes, et c'est la raison pour laquelle, il est indispensable d'investir dans la santé, l'éducation, l'accès à l'éducation pour tous.

Cela m'amène à mon dernier point que je souhaite évoquer avec vous. Qu'est-ce que cette sagesse collective fondée sur deux expériences réelles vécues par d'autres pays implique pour le Sénégal ? La bonne nouvelle c'est que, de notre point de vue, du point de vue de l'analyse du Fonds Monétaire International, et nous sommes en partenariat avec le Sénégal depuis 50 ans maintenant, les ingrédients essentiels au succès, ils existent, ils sont en place au Sénégal.

Le Gouvernement dispose d'un solide programme de développement et il existe un consensus parmi les parties prenantes sur la nécessité d'opérer les réformes, premièrement.

Deuxièmement, la communauté internationale partage la vision des autorités et a déjà promis un financement de plus de 7 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International est aux côtés du Sénégal et approuve ce plan PSE. Mais, il est impératif, de notre point de vue, d'opérer une masse critique de réformes pour rompre résolument avec le passé et accélérer délibérément la croissance. Le temps est compté et il est urgent de répondre aux aspirations de la population. Leurs aspirations ce sont, nous le savons bien, des emplois gratifiants, un niveau de vie amélioré, de meilleurs débouchés pour les entreprises.

Sur la base de l'expérience internationale que nous avons, je vois trois dimensions essentielles pour cette masse critique de réformes qui permettront de dynamiser l'économie sénégalaise.

Premièrement, renforcer la gestion des finances publiques, cela rejoint un des enseignements dont je parlais tout à l'heure, et combler le déficit des infrastructures. Les infrastructures publiques et les dépenses sociales nécessitent des budgets supplémentaires toutefois, je le disais aussi tout à l'heure. Il ne s'agit pas simplement d'accumuler plus de dettes ; il faut plutôt créer cet espace budgétaire en augmentant les recettes, en travaillant à la base, non sur les taux, et en rationalisant les dépenses, une bonne dépense publique.

En particulier, les autorités peuvent réorienter les dépenses de postes peu prioritaires vers des postes prioritaires, orchestrer une réorientation des dépenses en capital mal planifiées, des subventions à l'électricité mal ciblées qui bénéficient essentiellement à ceux qui n'en ont pas forcément besoin, et réorienter cela vers des infrastructures bien planifiées. Des investissements dans le capital humain, les infrastructures et l'amélioration du capital humain, permettront au Sénégal de gagner en compétitivité et en attractivité.

Deuxièmement, améliorer le climat des affaires de manière à accélérer la transformation structurelle. Le processus ardu d'amélioration du dispositif réglementaire du Sénégal a commencé. Je sais que le Sénégal fait partie des meilleurs pays à avoir fait des réformes en 2014. Si on regarde les indicateurs « Doing Business », c'est vrai.

Néanmoins, le Sénégal reste en bas du classement par rapport à ces pairs africains pour ce qui est du climat des affaires. Donc, il faut continuer ce processus qui a été engagé. Et j'ai entendu le Président de la République hier et le Premier Ministre ce matin dire : « Nous avons gagné dix places, nous devons continuer à monter dans le classement de la Banque Mondiale. »

Les conséquences en seront importantes. Si on regarde le volume des investissements étrangers au Sénégal, il a avoisiné à peu près 2% du Produit Intérieur Brut (PIB), c'est moins que les 7% du PIB enregistrés dans beaucoup de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire d'Afrique subsaharienne et quand vous interrogez les investisseurs, ils

vous donnent invariablement les mêmes raisons : « Un climat des affaires clair, facile, transparent, prévisible, nous amènera à investir. »

Il serait important d'élargir la portée des réformes réglementaires qui ont débuté afin d'attirer cet investissement étranger indispensable.

Il convient de soutenir les petites et moyennes entreprises afin que les jeunes puissent obtenir des emplois productifs dans le secteur formel. C'est un pilier essentiel de l'aspiration des jeunes, non seulement au Sénégal, mais dans le monde entier.

Troisièmement, mieux partager les bienfaits de la croissance, il n'est pas suffisant de réaliser un taux de croissance élevé, il est nécessaire de mettre aussi en œuvre une politique sociale préventive afin de développer le capital humain et de veiller à ce que la croissance profite au plus grand nombre.

Cette stratégie doit s'attacher à créer des opportunités pour une population jeune en croissance rapide et pour les femmes.

Il est crucial de combler ce qu'Ousmane SEMBENE, un des grands écrivains africains, appelle « Ce terrible fossé entre les inspirations des jeunes et leur réalisation. »

Je sais que le Sénégal a pris des mesures importantes pour améliorer le statut des femmes dans les institutions politiques, vous en êtes le témoignage évident.

### **[Applaudissements].**

La mixité d'institutions, telles que votre Parlement, résulte de dispositions légales, qui exigent que des hommes et des femmes soient représentés, de manière égale, dans les listes des postes électifs.

Pourtant, il reste encore beaucoup à faire, nous le savons, pour que l'égalité des sexes soient une réalité. Le Sénégal se classe en 77<sup>e</sup> position sur 142 pays dans le classement 2014 du Forum Economique Mondial pour la discrimination entre les sexes, loin derrière ses pairs, telles que la République du Cap-Vert ou le Rwanda.

Bien des problèmes sont souvent liés à la structure patriarcale de la société qui exacerbe l'accès limité des femmes à la justice, au pouvoir décisionnel, à l'autonomie économique et à la sécurité.

Il convient de surmonter ces obstacles à l'aide de mesures délibérées, mais aussi en changeant les attitudes, et comme de plus en plus d'études le démontrent, soit celles du FMI soit celles d'autres organisations, l'accès des femmes au marché du travail, leur contribution à l'économie sont une chose capitale pour la croissance économique des pays.

### **[Applaudissements].**

En conclusion, le Sénégal se trouve à un tournant ; des rencontres que j'ai eues ici sont porteuses, pour moi, d'optimisme et d'espoir.

Les objectifs du Gouvernement contenus dans le PSE, nous les avons analysés, nous allons continuer à les analyser dans le cadre d'une relation de partenariat poursuivi entre le Sénégal et le FMI. Ces objectifs sont ambitieux, soyons claires ! Mais, ils nous paraissent réalistes. Les risques, ces obstacles que j'ai évoqués tout à l'heure, sont considérables, mais si la volonté politique est là, si le consensus se maintient, si ceux qui bénéficiaient depuis longtemps de rangs économiques confortables sont prêts à faire le pari, alors ces risques sont gérables et les opportunités sont vastes.

Le moment est venu d'aller plus loin, de vrai, pour réaliser une croissance partagée, riche en emploi et durable. C'est le bon moment pour renforcer l'émancipation économique des jeunes, des femmes et des plus démunis.

Je tiens à vous assurer que le FMI sera aux côtés du Sénégal qui est un des grands utilisateurs de notre assistance technique, de nos services de renforcement des capacités et nous sommes fiers de continuer à le soutenir.

Que ce soit un moyen de conseils réguliers, de cet apprentissage entre pairs que nous essayons de faciliter ou d'un nouveau programme comme cela était souhaité par le Président et par le Premier Ministre.

Le thème de notre conférence de Maputo, au Mozambique, je vous l'ai dit, c'était « l'essor de l'Afrique ». L'essor du Sénégal, qui lui permettrait de devenir un pays émergent constituerait un jalon indispensable dans ce voyage. C'est un voyage qui sera long, qui sera difficile. Ce n'est pas l'affaire d'une mandature, ce n'est pas l'affaire d'un quinquennat. Mais ce n'est que si nous tous voyageons ensemble sur cette belle pirogue «Sunugal», que nous pourrons tenir la promesse du développement économique profitable pour tous auquel ce pays est destiné.

Je voudrais finir, si vous me le permettez, avec ces phrases de Léopold Sédar SENGHOR : « Le but que nous devons nous assigner ne peut être que le développement par la croissance économique. Je dis le développement. J'entends par là la valorisation de chaque Africain et de tous les Africains ensemble. Il s'agit de l'homme.»

Je vous remercie.

**[Applaudissements nourris].**

### **MONSIEUR LE PRESIDENT**

Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International,  
Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan,  
Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Institutions,  
Mesdames, Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,  
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,  
Mes chers Collègues, Honorables Députés,  
Chers Invités,  
Mesdames, Messieurs,

Nous venons d'écouter, ensemble, avec toute l'attention requise, l'allocution de Madame Christine LAGARDE, Directrice générale du Fonds Monétaire International.

On le sait, la volonté de préserver le monde des soubresauts consécutifs à la crise de 1929 et de ses prolongements dans les années qui ont suivi, notamment tout au long de la Seconde Guerre mondiale, se trouve à la base de la création du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale aussi, appelée l'un et l'autre, les Institutions de Bretton Woods.

Dans le contexte historique d'alors, il était urgent de juguler les risques de conflits nouveaux, en veillant à préserver la stabilité du système monétaire international. Naturellement, le FMI s'est employé, avec brio, à adapter ses objectifs et ses priorités à l'évolution de toutes ces données, en soutenant, vers le milieu des années 70, les pays confrontés à des crises financières, tout en remplissant l'ensemble de ses missions et notamment avec l'octroi de prêts, pour garantir leur solvabilité. C'était la période des programmes d'ajustement structurel.

L'histoire de la coopération entre le Sénégal et le FMI, vous l'avez rappelé tout à l'heure, est jalonnée de programmes ayant eu pour objectifs de rétablir, chaque fois que de besoins, et c'était le cas presque toujours, les grands équilibres macro-économiques et d'assurer une croissance économique durable, graduelle, progressive et ascendante.

La nomenclature de ces programmes va de la Stabilisation de 1979-1984 à l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE) pour la période 2007-2014.

Nous entrons dans une nouvelle phase avec votre visite, Madame la Directrice Générale.

Les nouvelles options étaient, au début, tournées non pas vers une assistance financière chronique - c'était nécessaire et c'est venu - mais vers la consolidation des résultats économiques qui étaient réalisés, avec l'appui vigilant de l'Institution aussi bien sur le plan des comportements que sur le plan des prévisions.

Madame la Directrice Générale,

Cette coopération que le Sénégal a entreprise avec l'Institution que vous dirigez, précisément dans la période correspondant aux deux dernières décades du 20<sup>e</sup> siècle, a laissé apparaître et a même confirmé les importants sacrifices que les populations sénégalaises ont dû consentir, pour permettre, d'une manière générale, aux pays en développement de sortir des conditions difficiles qui constituaient autant d'obstacles aux objectifs de croissance et de progrès.

Vous l'avez bien compris et vous l'avez souligné dans votre allocution, en estimant qu'il convient de tirer de toutes ces expériences vécues, les enseignements nécessaires, en vue de donner au concept de développement ses dimensions multiples. D'ailleurs, pour ce faire, nous avons tous acquis, encore une fois, en vous écoutant, la conviction qu'il nous appartient, ensemble, de tout faire pour surmonter le paradoxe lié à l'harmonisation de la nature des missions du FMI avec les contraintes spécifiques des pays du Tiers monde, parmi lesquels figure le Sénégal, et aussi aux politiques publiques des pays industrialisés pour les accompagner dans la régulation du fonctionnement des mécanismes et des réseaux d'échanges de toutes natures en rapport avec la Banque Mondiale et le FMI.

Ce qui se passe en Grèce, Madame la Directrice Générale, depuis 48h, avec l'avènement, dans ce pays, d'un nouveau régime politique qui veut aller vers une nouvelle gestion de sa dette et de ses nouveaux engagements à venir, nous savons que cela vous donne aussi beaucoup de soucis en ce qui concerne la Zone Euro pour venir illustrer cette réalité.

Le Sénégal, avec le Plan Sénégal Emergent (PSE), s'est volontairement inscrit dans la dynamique de l'innovation, de la rénovation et de bataille pour assurer le développement partagé entre les populations, mais surtout accepté par tous.

Oui, nous ferons cela en mettant en avant les ambitions d'une transformation progressive et maîtrisée, des urgences que nous ressentons au niveau des populations et de nous tous; et, en mobilisant, à cet effet, les ressources humaines, financières et sociales dont bénéficie notre pays, plus -et c'est important- le soutien du Fonds Monétaire International.

Ainsi, dans le contexte d'apparition de nouveaux périls, comme le terrorisme, qui menacent aujourd'hui la sécurité du monde entier, le visage multiplié de la pauvreté devrait nous amener à concevoir le développement « à hauteur d'homme », pour parler comme Léopold Sédar SENGHOR c'est-à-dire à la mesure du temps des hommes qui s'engagent résolument à faire face à des situations inédites, celles-ci ayant des incidences directes sur la paix, la sécurité et le développement.

Votre visite au Sénégal se situe bien dans le cadre de cette volonté commune de relever les défis, et vous l'avez tout à l'heure prouvé, vous nous avez apporté du courage nouveau, supplémentaire, mais bien compris par une coopération féconde, méthodique, planifiée et efficace, accompagnée par l'effort continu de soi-même, de ce savoir-faire partagé qui est une forme de gouvernance politique institutionnel, économique et social.

Madame la Directrice Générale, sous votre magistère, aujourd'hui, il est établi que le Fonds Monétaire International a clairement exprimé cette volonté de tenir compte des nouvelles complexités de l'Economie mondiale en pensant aux pays du Tiers-monde. Le discours que vous venez de prononcer devant les Députés du Sénégal a complètement affirmé et confirmé cette option, cette volonté, cette disponibilité. Permettez-nous donc de vous en remercier chaleureusement au nom de la Représentation nationale.

Vous avez prôné, tout à l'heure, dans une admirable sincérité, cette politique de dialogue ouvert avec les pays membres du Fonds Monétaire International, notamment les pays africains, certains d'entre ces pays ne négligent aucun effort, et le Sénégal en fait partie, pour vaincre les résistances et les pesanteurs qui tendent, période après période, à venir retarder, dans une certaine mesure notre entrée dans l'ère et dans l'espace de l'émergence économique, mais nous voulons entrer dans cette ère, nous entendons entrer dans cette ère, et le PSE est là précisément pour nous y conduire.

C'est dans ce cadre d'ailleurs, et vous l'avez rappelé, que la Conférence organisée à Maputo, au Mozambique, les 29 et 30 mai 2014, il y a quelques mois, sur le thème « L'essor africain » a offert une occasion

privé de privilège d'échanges avec tous les acteurs du développement dans le but d'évaluer la distance parcourue, les obstacles rencontrés, les performances réalisées parce qu'il y en a eu, peut-être pas beaucoup, sans oublier de s'engager sur l'axe des priorités de l'heure. Vous les avez rappelés ici avec un souci pédagogique, brillant, et compréhensif.

Le Sénégal, notre pays, a depuis longtemps acquis la conscience de ce que le développement se construit étape après étape, sur la base de programmes cohérents, complémentaires les uns par rapport aux autres, et qui portent la marque d'une volonté continue d'aller vers le plus et le mieux. Vous l'avez souligné dans la 2<sup>e</sup> partie de votre allocution, c'est la voie ardue -elle l'est- mais exaltante -elle doit le rester- d'une mobilisation organisée et maîtrisée des idées, des projets, des mécanismes de gestion et de mesure à période fixe, des progrès accomplis, des réformes à adopter et à mettre en œuvre, ces réformes devant être structurantes et productrices de nouvelles performances.

C'est cela l'esprit du PSE et certainement le Gouvernement, le chef de l'Etat, le Premier Ministre et les Ministres ont dû vous l'expliquer comme il se devait.

C'est dans le contexte que voilà donc que le Président de la République, son Excellence, Monsieur Macky Sall a conçu et mis en œuvre, avec le Gouvernement, la Représentation nationale et le Peuple sénégalais, le Plan Sénégal Emergent. Il s'agit, en réalité, d'une nouvelle stratégie de développement qui a précisément fait le choix d'investissements structurants comme vous l'avez si bien dit dans votre allocution.

En la matière, faut-il rappeler que les interventions conjuguées du secteur privé, du secteur public ont pour vocation de favoriser des avancées significatives dans le brûlant dossier de l'emploi, notamment celui des jeunes et dans les programmes de lutte contre la pauvreté et contre la précarité.

Oui ! Bien entendu, il appartient aux pays en développement de poursuivre avec vigueur et avec rigueur les réformes nécessaires qu'il détermine au-delà de leur légitimité objective, le fondement et la réalisation effective des ambitions ressenties et des programmes élaborés. Qu'il s'agisse de l'administration publique, c'est nous, du développement local, de l'aménagement du territoire, de la justice et du

cadre institutionnel en général, les réformes entamées et/ou en cours, dans le cadre du PSE, traduisent à souhait le choix opportun vers la modernisation pour créer un environnement des affaires qui soit à la fois stable, sécurisé et transparent non seulement pour rassurer, mais pour être efficace et qui soit propice à une activité économique saine et rentable soutenue par une bonne gouvernance assurée.

Le PSE, sous cet éclairage, encore une fois, a l'ambition de mener des politiques de développement cohérent des infrastructures, de l'industrie créatrice d'emplois, du monde rural qui occupe plus de 70% des populations sénégalaises et des secteurs sociaux majeurs qui concernent toutes les populations telles que l'éducation, la santé et la protection de la nature.

L'accueil réservé par le Groupe consultatif, réuni à Paris le 24 février 2014, à Monsieur le Président la République du Sénégal et l'importante délégation qui l'accompagnait à cette occasion, est venue valider la pertinence du PSE et sa fiabilité. C'est le lieu donc d'inviter tous les pays amis et les partenaires au développement en à faire de même, par un soutien actif au PSE pour sa mise en œuvre effective dans la cadence et dans les conditions optimales.

Vous venez encore une fois, Madame la Directrice Générale, de donner la preuve de votre volonté de nous accompagner dans cette aventure au sens le plus noble du terme. A cet égard les appréciations positives du FMI sont encourageantes comme nous l'avons noté dans vos déclarations depuis votre arrivée à Dakar. Mais, ces encouragements n'ont pas manqués d'être accompagnés aussi d'une invite au travail à l'organisation, à la méthode, à l'effort, à une certaine forme d'activité intelligente qui puisse changer la donne. Le défi est grand, parce qu'il s'agit de doubler la croissance en une dizaine, peut-être d'une vingtaine d'années. Cela présuppose le règlement durable du dossier de l'énergie et de l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises. Au reste, c'est la raison d'être du Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP).

Madame la Directrice Générale, c'est sous cette note d'espoir que je voudrais, encore une fois, vous remercier très chaleureusement au nom

de l'ensemble de mes Collègues, les Députés à l'Assemblée nationale du Sénégal.

Vous venez de confirmer la volonté de l'Institution qui est le FMI pour continuer à œuvrer avec les autres partenaires comme la Banque Mondiale et comme le PROGRAMME des Nations-Unies pour le développement à la stabilisation, vous avez utilisé le mot de « l'économie mondiale » en continuant de soutenir les pays en difficulté dans un contexte de crise profonde et multiforme à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de l'hémisphère sud ou de l'hémisphère nord. C'est la raison pour laquelle, on dit souvent que certains pays africains sont dans la crise, mais qui sont aussi en crise. C'est donc les deux concepts que réunissent ces pays-là. Dans cet esprit, notre objectif salubre est commun. Nous avons besoin de vous et du Fonds Monétaire International, Madame la Directrice Générale.

Et, vous avez rappelé ce proverbe ouolof, plein de sagesse : «Ku la jëkk ci néeg bi moo lay wax foy toog». Et, vous l'avez dit de manière très compréhensible. Je vous en félicite, croyez-moi !

Alors, c'est cette dialectique, pour finir, de la pédagogie active, dans l'action que le FMI porte à travers vous-même avec une remarquable singularité, ensemble, nous voulons, à la fois gérer, intégrer, conduire, assimiler et digérer le savoir qui est le prix de la connaissance ; le savoir-faire qui est le moyen de bien faire ; le savoir-faire-faire qui est la faculté d'associer autrui à ce que l'on sait faire déjà. Mais surtout, regroupant le savoir, le savoir-faire, le savoir-faire-faire, faire enfin que le monde change.

Tous nos vœux vous accompagnent, Madame la Directrice Générale. Je vous remercie de votre aimable invitation.

**[Applaudissements nourris].**

-3-

**FIN DE LA SEANCE**

La séance est levée, Honorables Collègues.